

SEMAINE EUROPÉENNE DES COMPÉTENCES

LES JEUNES DES HAUTS DE FRANCE EN QUÊTE DE MOBILITÉ EUROPÉENNE

Mobilité européenne, accompagnement à la formation, insertion... les jeunes des Hauts de France interpellent les politiques français et européens. À l'initiative du cercle de réflexion Confrontations Europe, la jeunesse imagine son destin professionnel à l'échelle européenne.

Benjamin d'Algerre



L'IMAGE

En présence notamment de Xavier Bertrand, président de la Région Hauts de France (à droite), et de Carine Chevrier, délégué générale à l'emploi et à la formation professionnelle (au centre), un jeune présente ses propositions, lors des rencontres du 6 décembre, à Lille.

“ Pourquoi est-ce que les réseaux sociaux ne sont pas plus utilisés pour faire connaître les dispositifs d'aide à l'emploi des jeunes ?”, interroge Scandri Chelali. Pas facile, pour ce jeune plombier-carreleur en formation au sein d'un CFA d'Armentières au titre du programme régional “Passerport vers l'apprentissage”, de ne pas être intimidé au cours de sa prise de parole publique face à une centaine de personnes rassemblées dans l'un des salons de l'Hôtel de Région des Hauts-de-France, au cœur de la métropole lilloise. Mais il n'était

pas seul, le 6 décembre dernier, à avancer ses idées destinées à faciliter l'insertion, la formation, l'emploi ou la mobilité des jeunes à l'échelle européenne. Ophélie, Jonathan, Matilde... ils sont étudiants en Master, apprentis, membres d'une association d'insertion ou élèves dans une école de la deuxième chance, et tous ont phosphoré pendant des mois, à l'invitation du cercle de réflexion Confrontations Europe, pour imaginer de nouvelles perspectives pour l'emploi et le développement de la citoyenneté chez les jeunes européens.

La région la plus jeune... et la plus touchée par le chômage

Pour ce “think-tank”, qui a déjà mené de telles consultations dans la région parisienne en 2015, le choix des Hauts de France s'imposait naturellement. “La région est marquée par le chômage et la montée des extrémismes, la crise des réfugiés de Calais et un besoin de reconquête des idées européennes”, explique, en préambule de ces propositions, le président de Confrontations Europe, Marcel Grignard, ancien secrétaire national de la CFDT et négociateur de l'Ani sur la sécurisation de l'emploi de juin 2013.

“Nous sommes la région la plus jeune de France, c'est vrai, mais aussi celle qui affiche le plus fort taux de chômage. Pour décrocher un premier emploi, c'est le parcours du combattant”, admet Xavier Bertrand, le président du Conseil régional, qui partage le diagnostic de Confrontations Europe. “Pourtant, nous sommes aussi la région la plus active en matière d'apprentissage”, tempère l'ancien ministre du Travail.



Résoudre la question de la concurrence entre filières générales et professionnelles”

Karima Delli
députée européenne



En témoignent plusieurs initiatives régionales en faveur de l'alternance, de l'apprentissage ou de l'insertion à l'image du dispositif Proch'Emploi destiné à faciliter le rapprochement entre employeurs aux propositions d'emploi non pourvues et chômeurs par le biais d'un numéro vert et qui a déjà profité à 2 700 demandeurs d'emploi des Hauts de France.

Cahier de doléances

Et des idées, les jeunes en ont eu durant les trois rencontres qui ont permis l'élaboration d'un véritable cahier de doléances qui devrait être transmis aux pouvoirs publics français et européens. La

Autour notamment de Carine Chevrier, délégué générale à l'emploi et à la formation professionnelle, et de Pierre Ferracci, président du Groupe Alpha, plusieurs des participants aux rencontres du 6 décembre, à Lille.



2 700
DEMANDEURS
D'EMPLOI DES HAUTS
DE FRANCE ONT
BÉNÉFICIÉ DU
DISPOSITIF
PROCH'EMPLOI

mobilité européenne ? Elle pourrait passer par une extension des programmes de types Erasmus (étudiants) ou Erasmus+ (apprentis) aux 25-30 ans, un accompagnement renforcé des publics “mobiles”, la facilitation des stages à l'étranger et l'appui technique aux CFA et entreprises qui souhaitent se lancer dans des perspectives de formation transfrontalières.

Parmi ces idées, certaines figurent déjà dans le “paquet jeunes” soumis à l'examen de la Commission Juncker en vue d'une traduction pratique dans les textes européens. Et pourquoi pas, comme le suggèrent les jeunes, par la possibilité, à l'avenir, de faire prendre en charge les salaires des apprentis en mobilité dans un pays de l'Union par les fonds européens, voire par des campagnes de promotion des dispositifs d'emploi et d'insertion via les réseaux sociaux à l'échelle européenne.

Cependant, la question de l'emploi des jeunes européens peut difficilement percer sans une remise en question du modèle éducatif français qui privilégie l'académisme à l'apprentissage. “Il faut résoudre la question de la concurrence entre les filières générales et les filières professionnelles”, résume Karima Delli, députée européenne écologiste, alors que pour Pierre Ferracci, patron du groupe Alpha, “l'école, en France, a tendance à spécialiser les jeunes dès le collège”. Pas de quoi, donc, faciliter le développer des compétences transversales que les jeunes semblent appeler de leurs vœux... ●